



La dernière séance du Conseil régional du 16 et 17 juin, particulièrement dense, est difficile à caractériser. **De nombreux sujets ont été abordés, sans cohérence particulière, et sans que la vision de la région de demain de la nouvelle majorité ne soit perceptible.**

Sur le plan du soutien aux entreprises, le développement des différentes aides existantes ou encore le soutien en matière d'accès au prêt vont évidemment dans le bon sens. **Mais la région ne peut seulement être une instance de gestion et de soutien ponctuel. Nous aurions aimé connaître l'ambition portée par la nouvelle majorité pour développer l'économie et l'emploi.**

De bonnes idées ont été portées, notamment le soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire. En effet, des terrains sont gelés, parfois pendant plusieurs années, dans l'attente de leur transformation alors qu'ils pourraient être valorisés provisoirement. Ils pourront désormais être mis à disposition pour l'amélioration du cadre de vie des Franciliens, en faveur du développement économique, ou encore pour des projets de nature sociale (accueil de populations migrantes ou en grande précarité).

En matière de transport, les projets numériques du STIF ont été présentés. **Il est notamment prévu la couverture internet complète du réseau souterrain RATP d'ici 2018 ainsi que la mise en place des outils permettant de voyager grâce à un smartphone dès 2018.**

La mise en place du « Navig'air », c'est à dire la carte Navigo comme carte à points récompensant les choix de mobilité durable a également été débattue.

**Nous avons soutenu le plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) mais en dénonçant les restrictions budgétaires qui font douter de la volonté de la majorité régionale d'agir avec ambition sur ce sujet** (baisse du budget en matière de lutte contre la précarité énergétique, d'éducation à l'environnement, de prévention des maladies liées à l'environnement et maladies chroniques ou encore du budget de fonctionnement d'AirParif).

Lors du débat sur le plan de prévention santé en faveur des jeunes, nous avons réussi à faire adopter notre amendement qui fait de la lutte contre toutes les formes de discrimination un axe transversal des problématiques prioritaires identifiées par ce plan. Nous rappelons sans cesse le fait que la région doit être un acteur essentiel en matière de lutte contre les discriminations.



Le plan « pour une région Ile-de-France sans SIDA » a été adopté à l'unanimité (hors FN). La région partage ainsi la stratégie de l'ONUSIDA 2016-2021, d'atteindre en 2020 :

- 90% de la population vivant avec le VIH connaissant leur statut ;
- 90% des personnes vivant avec le VIH, connaissant leur statut, reçoivent un traitement ;
- 90% des personnes sous traitements ont une charge virale supprimée.

Jean Spiri, Président du CRIPS Île-de-France, et Jean-Luc Romero-Michel, ont été nommés ambassadeurs de la « Région Île-de-France sans sida ».

Avec le groupe socialiste et républicain, nous avons soutenu tout ce qui allait dans le sens de l'amélioration de la vie des Franciliennes et des Franciliens, sans dogmatisme. Nous regrettons que la majorité ne souhaite pas partager cet état d'esprit et continue à polémiquer sur des sujets essentiels.

Ainsi, la suppression du Pass contraception mis en place par la gauche est clairement assumée par la majorité de Valérie Pécresse. A la place, il est proposé la mise en œuvre de « l'iPass contraception » qui se résume en un portail numérique d'information. Les jeunes ne bénéficieront pas d'accompagnement, ni d'aide financière garantissant la gratuité de l'accès à la contraception contrairement à l'ancien Pass. Quant à la médecine scolaire, elle est mise hors-jeu.

Manque de vision et d'ambition, mesures présentées sans cohérence, choix idéologiques et volonté stérile de cliver, séance après séance, la majorité de Valérie Pécresse impose sa marque. Ainsi, la Présidente de la région, avec le soutien de sa majorité, vient d'acter le premier acte de la fusion des conseils départementaux des Hauts-de-Seine et des Yvelines, sans avoir exprimé une moindre volonté d'animer un débat démocratique sur ce sujet.

Rendez-vous le 7-8 juillet pour la dernière séance du Conseil régional avant la trêve estivale.

Vos élu-e-s de Paris

	<b>Marie-Pierre DE LA GONTRIE</b> Présidente de la commission des finances		<b>Stéphanie VENEZIANO</b> Membre de la commission : Logement, et rénovation urbaine
	<b>Pierre KANUTY</b> Membre des commissions : Europe • Coopération internationale		<b>Anne-Claire JARRY-BOUABID</b> Membre des commissions : Administration générale • Europe
	<b>Fanélie CARREY-CONTE</b> Membre de la commission : Famille et action sociale		<b>Magali ALEXANDRE</b> Membre de la commission : Enseignement supérieur et recherche
	<b>Christine FREY</b> Membre de la commission : Grand Paris		<b>Gilbert CUZOU</b> Membre de la commission : Logement et rénovation urbaine
	<b>Maxime DES GAYETS</b> Membre de la commission : Sport, jeunesse et vie associative		<b>Jean-Luc ROMERO-MICHEL</b> Membre de la commission : Coopération internationale

**Pour nous joindre :**  
elusps75.iledefrance@orange.fr



**Élu-e-s parisien-ne-s au Conseil Régional Île-de-France**

Fédération de Paris du Parti socialiste - 32 rue Alexandre Dumas 75011 Paris

Tél. 01 42 80 64 40 - federation@parti-socialiste.paris - www.parti-socialiste.paris